

# A DEUX ANS DE LA FIN DU MANDAT, LE BILAN DE LA GESTION SOCIALISTE DE RÉGIONS EST ACCABLANT.

Derrière les augmentations massives de la fiscalité, et des dépenses de fonctionnement, de communication se cache la volonté de **se servir des régions comme d'un contre-pouvoir**. Cette instrumentalisation des régions par le Parti socialiste s'est faite au détriment des ménages, des automobilistes et des entreprises. **Ce sont 2,5 milliards d'euros supplémentaires d'impôts qui seront prélevés chaque année sur les Français.**

Pour tenter de s'exonérer de leur responsabilité dans ce matraquage fiscal organisé, les présidents socialistes n'ont qu'un seul mot à la bouche : c'est la faute de l'Etat et de la décentralisation. Cet argument dont les exécutifs de gauche usent et abusent dans l'ensemble des régions françaises ne repose sur aucun fondement.

Tout d'abord, parce que les augmentations d'impôts sont intervenues avant que les transferts liés à la décentralisation aient des effets sur les budgets régionaux.

Ensuite, les augmentations de la fiscalité, des effectifs et des frais de fonctionnement ne sont pas homogènes d'une région à l'autre. Ainsi, la région Bourgogne a augmenté de 58 % la taxe foncière sur le bâti entre 2004 et 2008 alors que la Haute-Normandie n'augmentait que de 10 % le même impôt sur la même période. Même constat en matière de dépenses de personnels : + 79 % en deux ans pour la Basse-Normandie, et « seulement » 20 % pour Midi-Pyrénées. **Cela prouve bien, que les dérives résultent des choix politiques des exécutifs régionaux et non de transferts de charges imposées par l'Etat.**

Enfin, il existe deux régions françaises qui ne sont pas gérées par la gauche. Cela permet de faire des comparaisons et de démontrer définitivement que la responsabilité des hausses de fiscalité incombe aux présidents socialistes des régions. **En région Alsace, par exemple, l'augmentation de la fiscalité a été 2 à 3 fois inférieure à celle de la majorité des régions.** De même, alors que les dépenses de fonctionnement ont explosé dans l'ensemble

des régions socialistes, la part de ces frais a été réduite de 6,8 % à 6,3 % en Alsace.

Cela prouve bien que si la décentralisation était à l'origine de ces dérives, nous pourrions observer une certaine uniformité dans l'augmentation des impôts. Ce n'est pas le cas !

Pour conclure, nous vous proposons les perles des régions, c'est-à-dire le meilleur ou plutôt le pire, de la gestion socialiste des régions.

---

## **Bourgogne**

- Triplement du budget de la communication en 4 ans (1,1 M€ en 2004/ 3,7 M€ en 2008)
- Quelques exemples de subventions : 25 000 € pour l'intégration sociale par la pratique musicale amplifiée, 4 000 € pour développer les échanges entre éleveurs Bourguignons et Touaregs, 18 000 € pour la formation de 3 jeunes rugbymen sud-africains...

## **Centre**

- 32 M€ d'impôts régionaux supplémentaires prélevés chaque année en raison de l'augmentation de la TIPP.
- Augmentation du personnel (hors TOS et transferts) entre 2007 et 2008 : +159 agents.
- Augmentation des dépenses de fonctionnement : 147 € par habitant en 2004/ 190 € en 2008.
- Baisse des investissements : 92 € par habitant en 2004 / 32 euros en 2008.
- Augmentation de 10 % de la dette depuis le début de la mandature.
- Utilisation de la région comme un contre-pouvoir gouvernemental : multiplication des vœux sans lien avec les affaires régionales : vœu contre la réforme de la sécurité sociale, vœu pour EDF-GDF, vœu pour la date de commémoration des victimes de la guerre d'Algérie...

## **Languedoc-Roussillon**

- Augmentation de 87 % des impôts régionaux depuis 2004.
- Implantation de 15 maisons de la région Languedoc-Roussillon à travers le monde, de New Delhi à Shanghai, en passant par New York et Sao Paulo. G. Frêche inaugurera le 30 octobre 2008, l'ambassade régionale de Shanghai.

## Conclusion

### Ile-de-France

#### Augmentation des impôts en Ile-de-France depuis 2004 :

- Pour les propriétaires de leur logement, c'est 100 millions d'euros de plus d'impôts par an depuis 2004.
- Pour les entreprises, c'est 150 millions d'euros de plus de taxe professionnelle prélevée chaque année depuis 2004.
- Pour les automobilistes, c'est 300 millions d'euros d'impôts supplémentaires par an en raison de l'augmentation de la taxe sur les cartes grises et de la taxe sur l'essence (TIPP).

#### Explosion des dépenses de fonctionnement

- Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient 67,32 €/habitant en 1998. En 2008, elles atteignent 215 € /habitant.

#### La communication

- En 1998, les dépenses de communication s'élevaient à 4,82 M€. Elles auront été multipliées par 4 pour atteindre en 2008 15,12 M€.

#### Les frais de réception

- Les frais de réception étaient de 0,762 M€ en 1998. Ils ont augmenté de + 160 % pour atteindre 1,950 M€ en 2005, 2006, 2007 et 2008.

#### Les loyers et charges locatives du Conseil régional

- 2004 : 12,4 M€
- 2008 : 25,62 M€

Pour mémoire, en 1997 le budget consacré aux loyers était de 13 millions de francs, soit 1,9 M€.

### Limousin

- Augmentation systématique des impôts régionaux depuis 2004 (entre 2 % et 7% en moyenne selon les années)
- + 10 % de la taxe sur les cartes grises en 2008 et modulation maximale de TIPP en 2007 et 2008
- Augmentation de 52 % des effectifs depuis 2004 (hors transferts des TOS).

## Lorraine

- Explosion des dépenses de fonctionnement : 160 € par habitant en 2005 contre 264 € par habitant en 2008.
- Augmentation de la dette de +25 % depuis 2004.
- 875 000 € pour financer le nouveau ballon dirigeable d'un scientifique.

## Nord Pas de Calais

- Augmentation de 24 % de la taxe professionnelle et de 21 % de la taxe foncière depuis 2004.
- Augmentation de + 36% de la dette en 4 ans.
- Saupoudrage des subventions et multiplication des interventions de la région hors de son domaine de compétence.

## Pays de la Loire

- Augmentation des impôts régionaux : + 310 M€ depuis 2004.
- Augmentation de la TIPP : + 41 M€ prélevés sur les automobilistes.
- En 2008, 21 emplois créés hors TOS et transferts liés à la décentralisation.
- Augmentation de 25 % des dépenses de fonctionnement entre 2006 et 2007.
- Multiplication des encarts publicitaires dans la presse nationale (Procès Erika...),

## Picardie

- Quasi doublement du budget de la région en 4 ans (2004 : 593 M€ / 2008 : 1 milliard d'euros)
- Doublement des dépenses de fonctionnement (350 M€ en 2004 / 650 M€ en 2008) et stagnation des investissements sur la même période.
- Multiplication et superposition des schémas « en tout genre ».